



SNTRS Informations

Bulletin d'Information du SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif
Tel : 01 49 58 35 85 – Mel : sntrs-cgt@cnrs.fr – Web : www.sntrs.fr

N°346 du 30 octobre 2024

SOMMAIRE

Spécial Commission Exécutive

- Relevé de décision de la CE du 17 septembre 2024
- Rapport introductif et éléments de débat

Relevé de décision de la CE du 17 septembre 2024

Ordre du jour :

1. Rapport introductif sur l'actualité
2. Débat actualité
3. Rapport de l'IGESR
4. Préparation du 31e congrès
5. Election CoNRS 2025

Président de séance la matinée : Claudia Gallina

1. Rapport introductif par Josiane Tack

2. Débats :

- Document présenté à la Commission nationale du développement professionnel (CNDP) du CNRS sur « la prestations d'accompagnement personnalisé aux démarches administratives et à la recherche d'un logement dans le cadre d'une mobilité ou difficultés sociales » : des interrogations et des mécontentements ? pourquoi uniquement des cadres ?
- Séquence politique, blocage politique, c'est le mouvement syndical de reprendre la main. Quel avenir ? Le RN va exiger de mettre en œuvre son programme (référendum sur l'immigration). Situation instable, contexte général, défendre nos droits... il faudra argumenter sur le sujet : l'immigration rapporte 10 milliards/an à la France. Priorité sur le pouvoir d'achat, à qui profite les exonérations ? la SS, la réforme chômage... La réforme de la retraite abrogée ou pas ? Le 1^{er} octobre sera un mouvement social pour reprendre la main. Faire des webinaires sur la politique du gouvernement ou sur l'immigration.

3. Rapport IGESR :

Regroupement des IT et ITRF dans des corps uniques. Suppression des AI (spécificité de la Recherche).

Création d'un corps unique dans la catégorie A mais pas équivalence dans la FPE . Ne va pas aider la mobilité, ni à l'évolution des grilles lorsque les grilles type de la FP sont revues ; la fusion des corps avec un seul corps et plusieurs rentrées correspondant à plusieurs qualifications, pb sur les qualifications.

4. Préparation du 31e congrès

Présentation de l'avancée GT Orga 31e congrès (Habiba)

Tour d'horizon des différentes sections pour la tenue d'AG de section, transmission des noms de délégué-e-s, candidatures à la CE, travaux sur les amendements...

Prendre en compte la parité

Document STATUTS : transmettre le tableau aux membres de la CE et aux secrétaires de sections et régions pour qu'ils visualisent les nouveaux amendements avec le document STATUTS actuel ; Lorena vérifie le tableau et corrige les coquilles avant transmission. Claudia le met en ligne.

Soirée thématique « liberté d'expression » : Josiane a contacté Pierre Ouzoulias, peut-être il sera présent : interviendrait sur « l'obligation de réserves des fonctionnaires ». Les Co-SG relance le COMETS

Table ronde sur « le rapprochement SNCS-SNTRS-CGT : présent Boris Gralak, Charlotte sur la FERC

International : Tout le monde a répondu, contribution écrite et en visio pour celles ou ceux qui seraient absent-e-s

5. Election CoNRS 2025

Réunion le 3/10.

Attention très peu de chercheur-es sont élu-e-s, un élu CGT dans toutes les sections

Alliance : respect de l'équilibre

Aucun candidat de la Ferc-Sup : se rapprocher d'eux pour élaboration des listes

Rapport introductif et éléments de débat

Par Josiane Tack

Je propose pour mon dernier rapport introductif à la CE du SNTRS-CGT, une introduction la plus synthétique possible, sans prétendre à l'exhaustivité, pour laisser le plus de place possible à la discussion :

Tout d'abord, je vous propose de considérer que, même si elle ne cesse d'évoluer de manière toujours plus préoccupante, la situation internationale et européenne est connue par toutes et tous. Les appels à manifester les 8, 21 et 28 septembre sont « notre bien commun ». Je vous propose de vous reporter à la déclaration du CCN.

La situation internationale pèse lourd dans notre propre situation. Nous proposons donc de nous impliquer dans les prochaines actions en faveur de la Paix, notamment les actions pour la Palestine et les actions du 8 puis du 21 septembre, journée internationale pour la Paix.

Cette déclaration est sur table.

Dans l'agenda nous avons donc :

- le 21 : journée internationale pour la Paix
- le 28 septembre : journée mondiale de mobilisation pour le droit à l'avortement.

Le 8 septembre a été une journée de mobilisation dédiée Gaza / Palestine/ Israël et plus largement la situation du Proche Orient - Liban - Iran, etc.

Matériels confédéral ou/et unitaires pour le 21. Idem pour le 28 : vous avez un appel de la CGT-UFSE sur table

Pour l'outre-mer, la crise qui ne cesse de se creuser en Nouvelle-Calédonie : crise politique, crise économique et sociale, nombre de morts et de blessés, prisonniers politiques déplacés et incarcérés en métropole, etc.

Enfin, des migrants meurent toutes les semaines en tentant de traverser la manche ou la Méditerranée, rien de nouveau dans ce sordide décompte des noyés en mer.

Sans transition aucune, où en est-on sur la situation française ?

Cher.es camarades, même si beaucoup reste à faire, alors que nous ne cessons et à juste titre de nous interroger sur l'efficacité du mouvement syndical, il nous faut savoir apprécier la bataille du Nouveau Front Populaire, menée par une pluralité d'organisations, dans les champs syndicaux, associatifs, politiques... Que la CGT, avec d'autres, a contribué à infliger une défaite à la Macronie, au Rassemblement national et à ses alliés, l'arrivée en tête du Nouveau Front Populaire au deuxième tour des élections législatives sur un programme susceptible de répondre à l'urgence sociale mais aussi de premières ruptures systémiques.

Il nous faut savoir l'apprécier mais aussi savoir le faire apprécier par nos militant.es, nos syndiqué.es, ainsi que les salariés.

La situation reste néanmoins caractérisée par le péril fasciste, en France et ailleurs à l'image du résultat des élections régionales en Allemagne.

Le syndicat doit prévoir à son agenda la bataille contre l'extrême-droite et ses alliés. Les combattre, les battre dans la rue comme dans les urnes, les combattre et les battre aussi sur un plan idéologique. D'autant plus que différentes études semblent confirmer une nouvelle progression du vote fasciste chez les agent.es publics.

L'UFSE-CGT va nous proposer d'organiser une journée d'étude pour réfléchir ensemble à la manière dont nous pourrions dresser une problématique partagée, un état des lieux partagé, un plan d'actions mobilisant différents moyens, sans exclure de potentiels constructions unitaires.

Force est de constater le coup de force de la Macronie contre la démocratie.

Outre que son refus de nommer Lucie Castets - que nous connaissons de par ses activités au sein de « Nos services publics » - est une négation du résultat des élections législatives, un déni de démocratie, un coup de force, il est de fait le marqueur de toute une série d'éléments :

- la confirmation que la démocratie tant au travail que dans la Cité est un cœur de cible du capital.
- la confirmation de l'acuité de l'affrontement de classes, de l'affrontement entre le capital et le travail.
- la réorganisation potentielle du bloc bourgeois qui se manifeste de plusieurs manières :

Empêcher la mise en œuvre du programme du front populaire, empêcher que de premières réponses relevant de l'urgence soient apportées à l'urgence sociale, organiser une porosité et même plus avec l'extrême-droite - décret d'application de la loi immigration ou encore un RN qui pourrait ne pas censurer un gouvernement autre qu'un gouvernement NFP à Matignon -, cela passe aussi par un positionnement du patronat contre le NFP et son programme et - si nécessaire - en mobilisant un arsenal médiatique dans ce sens : Plutôt le RN que le NFP...

Rien ne sera possible sans la construction des rapports de forces nécessaires.

Rien ne sera possible sans une mobilisation populaire inscrite dans la durée, sans une mobilisation citoyenne, sans une mobilisation du monde du travail.

C'est dans ce sens que nous avons manifesté ce samedi 7 juin. Cette journée, à l'initiative des partis politiques a été investie par la jeunesse de notre pays très en colère suite à la nomination par Macron d'un premier ministre issu des républicains.

Cette nomination est une véritable insulte pour la démocratie dans ce pays après avoir tergiversé deux mois.

Nous devons nourrir l'indispensable discussion sur l'articulation du rapport entre le mouvement social, le syndicalisme et la sphère politique. Durant la séquence des élections législatives, les organisations du CCN ont confirmé les 27 et 28 août la construction d'une journée de mobilisation interprofessionnelle le 1er octobre prochain.

Quelques mots à ce sujet.

1er octobre : journée d'action unitaire.

1er octobre : date à laquelle le projet de loi de finances 2025 doit être déposé sur la table de l'assemblée nationale.

4 thèmes revendicatifs ont été retenus : abrogation de la contre-réforme des régimes de retraite, pouvoir d'achat, financement des services publics, industrie et environnement.

Autant de sujets fondamentaux, il faut cependant insister sur un enjeu : celui des services publics, de la fonction publique et des prochaines lois de finances.

Nous sommes au cœur de l'affrontement de classe : soit l'austérité budgétaire triomphe au détriment des services publics, de la fonction publique et de ses agents, soit une autre appropriation des richesses triomphe au moyen d'une autre conception des lois de finances et d'une nouvelle dynamique pour les services publics et la fonction publique.

Nous avons déjà un aperçu de la dimension austéritaire des lettres budgétaires plafonds pour certains ministères.

Propositions et mise en place des actions en vue de préparer le 1er octobre :

- appel Ufse 1er octobre Grève et manifestations.
- Une intersyndicale fonction publique s'est tenue le 11 septembre prochain.
- Une intersyndicale ESR se tient ce soir le 17 septembre

- dépôt d'un préavis de grève de l'UFSE du 19 septembre et tout le mois d'octobre
- quid des actions à mener au sein du syndicat ?

La Fête de l'Humanité a eu lieu le week-end dernier, l'UFSE a tenu son stand, j'ai effectué une permanence le dimanche matin, avec quelques « promesses » d'adhésions, une SNTRS-CGT, deux FERC-sup et une CGT educ-action...

Patrick a participé avec brio à une table ronde sur la recherche publique organisée au forum social par l'UD91 : belle tribune pour parler de la recherche.

Et pendant ce temps que se passe-t-il dans la recherche ?

Un rapport de l'IGESR qui est sorti début juillet et dont vous avez eu communication du lien pour le télécharger doit faire l'objet d'une discussion spécifique aujourd'hui à la CE. Ce rapport s'intitule « perspective d'évolution des filières ITRF et ITA ». Outre le fait que les inspecteurs de l'IGESR n'ont pas daigné inviter le SNTRS-CGT aux échanges syndicats/ inspecteurs généraux, ce rapport avance des propositions très dangereuses dont la fusion des statuts entre IT et ITRF ! Il s'agit ni plus ni moins d'un premier pas vers la disparition des personnels techniques dans les organismes de recherche.

Il s'agit d'un premier pas avant de fusionner les chercheurs et EC ! Puis les disparitions des organismes de recherche.

La question d'un seul corps de catégorie A est aussi évoquée ainsi que la disparition des AI.

Nous avons une communication sur ce sujet en préparation avec la FERC-sup.

Sans transition, le congrès de notre syndicat a lieu dans moins d'un mois, nous devons également prendre un temps pour échanger sur les derniers préparatifs de ce congrès, les AG qui doivent se tenir dans les sections, la remontée des amendements, des délégations ...

Je vous remercie pour votre attention, à vous la parole, pour ce premier échange sur l'actualité brûlante que nous vivons.